

Allocution de Eddy Laurijsen, secrétaire général adjoint de la CISL, à la
Conférence sur l'avenir du travail, de l'emploi et de la protection sociale
18 janvier 2001, Annecy, France

Introduction

Mesdames et Messieurs,

Le producteur est-il oui ou non sacrifié au profit du consommateur ? Lorsque l'on m'a demandé de parler de cette question devant cette assemblée, ma réponse immédiate fut de dire qu'il n'y avait pas de distinction logique à faire. En réalité, il n'y a pas de consommateur sans producteur et inversement. Distinguer le travail de la consommation c'est séparer la tête du torse – car ce sont les salaires des travailleurs qui paient ce qu'ils consomment. Des salaires plus équitables mèneront à un accroissement de la consommation et par conséquent à un besoin de production plus important.

Ce cercle vertueux est très ancien. Mais la mondialisation lui confère très certainement une nouvelle dimension. Pour les Français, et en particulier ceux qui ont connu le programme d'expansion économique du Président Mitterrand en 1981 juste après l'accession des Socialistes au pouvoir, ceci doit certainement évoquer quelques souvenirs très amers. Ils se rappelleront comment les efforts de la France pour stimuler la croissance et l'emploi ont rapidement débouché sur une augmentation colossale et non durable de ses coûts d'importation car le gouvernement n'évait pas pris la mesure de l'impossibilité pour la France de développer sa propre économie sans devoir parallèlement importer des biens de l'étranger. Et ce programme a mené inexorablement à des problèmes économiques, suivie d'un renversement abrupt de politique quelques mois plus tard.

Plus récemment toutefois, à divers moments au cours des dix dernières années, la mondialisation a eu des effets plus positifs. Lorsqu'une région de l'économie mondiale était en récession, la consommation qui se poursuivait dans d'autres régions a fait en sorte que la production mondiale a continué d'augmenter. Au début des années quatre-vingt-dix, lorsque les Etats-Unis et l'UE étaient en récession en même temps, ce fut la consommation des nations nouvellement industrialisées d'Amérique latine et d'Asie qui permit à l'économie mondiale de se maintenir à flot. Et après la crise d'Amérique qui a procuré des emplois au reste du monde. Et si certains commentateurs voient juste et que les Etats-Unis vont bientôt connaître une récession, alors l'année prochaine ce sera peut-être la croissance dans l'Union européenne qui relancera l'économie.

D'un point de vue mondial, ce mécanisme montre que développer le pouvoir d'achat des consommateurs dans les pays en développement peut contribuer de façon non négligeable à la croissance économique mondiale. Et je pense que vous ne serez pas étonnés de m'entendre souligner que, à son tour, le moyen le plus sûr de générer ce pouvoir d'achat est d'assurer du travail décent pour tous, d'améliorer les conditions de vie et de travail, ce qui implique – entre autres - veiller à ce que les syndicats soient en mesure de mener des négociations collectives efficaces, afin que leurs membres reçoivent des salaires plus élevés qui puissent contribuer à la croissance mondiale. D'un autre côté, un cercle vertueux ne peut s'instaurer si les gouvernements axent tous leurs efforts sur un développement maximal des exportations, en comprimant les salaires et les droits des travailleurs. C'est une des raisons qui expliquent pourquoi des avantages mondiaux si considérables ont pu découler d'un certain type de garantie des droits fondamentaux des travailleurs dans le système commercial international.

Ce que je viens de décrire constitue l'un des moyens directs qui lient la consommation et la production dans une économie mondialisée. Un autre moyen passe par les choix de plus en plus délibérés que les consommateurs peuvent faire dans un monde globalisé.

Les marchés, dit-on, connaissent le prix de tout, mais ne connaissent la valeur de rien. On ne peut pas dire la même chose du consommateur moderne. Le grand réveil des consommateurs dans les décennies soixante et soixante-dix était en grande partie autant voire davantage lié à la sécurité et à la qualité des produits, qu'au prix. Parallèlement à la croissance de l'économie mondiale appelée mondialisation dans les années quatre-vingt-dix, s'est manifestée chez les consommateurs une nouvelle prise de conscience de ce qui entre dans ce qu'ils consomment. Ce qui entre dans ces produits ce peut être de la Dioxine ou des protéines qui entraînent à la maladie de la vache folle, comme ce peut être le travail des enfants ou d'autres formes d'exploitation de la main-d'oeuvre.

La prise de conscience croissante chez les consommateurs de l'incidence de leurs achats sur les conditions des travailleurs ainsi que des dangers des produits et leurs conséquences pour l'environnement ne fait pas que s'exercer sur le marché. Les consommateurs sont eux aussi des travailleurs et le public. Ils contribuent à limiter les excès du dogme du marché libre.

La prise de conscience par les consommateurs de l'exploitation est liée au développement des chaînes de production. Si les entreprises multinationales jouent un rôle toujours plus grand dans l'économie mondiale, ce rôle n'est toutefois pas le même qu'il y a trente ans. De nombreuses moyennes, petites ou micro-entreprises et même des entreprises souterraines sont engagées dans l'économie mondiale, souvent par le biais de leurs relations avec d'importantes sociétés qui ne fabriquent plus de produits mais qui ne font qu'apposer leurs marques sur ces produits et les commercialisent. Ce processus est facilité par les nouvelles technologies et par une réduction radicale du coût du transport. La mondialisation est une « vitrine » pour les entreprises et la destruction d'une image commence à entrer dans l'analyse du rapport entre coûts et bénéfices. Alors que des facteurs intangibles grandissent dans la valeur des entreprises, il y a, du moins pour les entreprises qui commercialisent des produits directement aux consommateurs, certains éléments dissuasifs liés à l'apparence d'un comportement antisocial ou anti-environnemental ou hostile aux droits de l'homme.

Donc, si on écarte la thèse de la maximalisation à court terme des bénéfices comme objectif prioritaire des sociétés et de leurs actionnaires, on constate de plus en plus qu'il y a une cause commune, une convergence des intérêts des consommateurs et de ceux des producteurs. Cette évolution a été alimentée et accentuée par le phénomène de la mondialisation et davantage encore par l'explosion de l'informatique moderne, qui fait que nous vivons aujourd'hui dans une société très transparente, y compris au niveau des pratiques commerciales.

Si les capitaux mobiles doivent inmanquablement être suivis du développement d'une main-d'œuvre mobile que les forces du marché ballottent d'un emploi à l'autre ou plutôt d'une activité à l'autre, il y aura des conséquences pour les employeurs, les travailleurs et les gouvernements. Je ne suis toutefois pas entièrement convaincu que certains des futurologues aient raison sur ce point. Les entreprises et les gouvernements doivent reconnaître que l'insécurité d'emploi et une véritable loyauté de l'employé ne sont guère compatibles. Et que développer des aptitudes et des capacités en dehors de l'entreprise ou de transférer les opérations en partie à des agents extérieurs ne sera pas de nature à renforcer les compétences et la valeur fondamentale de la propre entreprise et aura tendance à convertir les employeurs en courtiers en services ou production.

Malheureusement, une bonne part du débat public sur ces questions est contradictoire. Il suffit de nous pencher par exemple sur la question des retraites. S'il est vrai qu'un emploi peu sûr, précaire et même « flexible » devient la norme, ceci peut très bien vouloir dire que les travailleurs seront « mis au rebut » encore plus tôt dans leur vie active. De nombreux travailleurs qui ont atteint la quarantaine ou la cinquantaine éprouvent déjà de grandes difficultés à trouver un emploi et des employeurs potentiels leur disent souvent explicitement qu'ils cherchent des travailleurs plus jeunes. Parallèlement, de nombreux partisans d'une « flexibilité » encore plus grande plaident pour un report de l'âge de la retraite en raison d'une pression démographique sur les régimes de retraite.

Une réponse identique et également illogique à un attachement à court terme à un emploi et à la montée de l'exclusion et de l'inégalité est de se fonder sur des pensions à capitalisation pour les régimes de retraite plutôt que sur la solidarité sociale et l'universalité des systèmes de pension par répartition. Tout système d'assurance, dont l'assurance sociale, porte sur la gestion des risques. Malheureusement, ce que nous constatons, c'est une tendance à réorienter le risque, des entreprises et de la société dans son ensemble vers les travailleurs individuels.

La déstructuration de l'organisation du travail et des relations d'emploi se produit non seulement en bas de l'échelle sociale avec la croissance du travail non structuré et non protégé, en particulier dans les pays en développement, mais également dans les pays développés ainsi que chez les travailleurs très qualifiés. La variété des types d'organisation du travail est époustouflante.

Récemment, j'ai entendu parler d'une ligne aérienne nationale australienne qui n'a pratiquement pas d'employés. Les personnes qui pilotent les avions et travaillent au sol sont des actionnaires qui ont acheté une part pour 20 dollars australiens. Ils ne reçoivent pas de salaire mais des dividendes. Ils doivent s'occuper eux-mêmes de leur sécurité sociale. Et si on n'a plus besoin de leurs services leur part est tout simplement rachetée par l'entreprise. C'est le type extrême de flexibilité : des travailleurs « jetables », dont on peut se débarrasser quand ils ne servent plus.

Quels sont donc les approches et principes qui selon nous peuvent répondre à cette pléthore de changements dans l'économie mondiale, dans le transfert des responsabilités, dans l'organisation du travail et la protection sociale, même si certains détails peuvent nous échapper ?

La distinction entre la nature des lois qui protègent les travailleurs et des lois qui protègent la propriété reste valable, et dans certains cas même plus impérieuse. La législation du travail reconnaît que les parties à la relation d'emploi ont un pouvoir inégal. Elle cherche à compenser cet écart. Certaines nouvelles formes d'organisation du travail échappent à ces protections en raison de relations d'emploi confuses ou inexistantes ou en raison de relations d'emploi délibérément conçues pour laisser les travailleurs sans protection. La législation et la mise en application de la législation doivent être constamment réexaminées, modifiées, et adaptées afin que les droits et protections des travailleurs soient maintenus en dépit de ces changements. Il s'agit d'une tâche internationale autant que nationale.

Si les lois et pratiques du travail offrent une réelle protection des droits des travailleurs, ceux-ci auront des occasions d'améliorer leur vie et de vivre dans la dignité. Ils devront toutefois être créatifs et certes flexibles, y compris au sein des structures et des fonctions de leurs syndicats. Peut-être dans certains cas des formes très anciennes d'organisation fondées sur un métier commun ou une profession ou une occupation commune seront le meilleur moyen pour les travailleurs de se rassembler, et non des formes d'organisation fondées sur un employeur commun.

La protection sociale dans le cadre du travail atypique réclame davantage et non moins de solidarité. Et l'économie mondiale et les pressions démographiques signifient plus et non moins de solidarité internationale. Il est impossible de traiter ces problèmes sans traiter les questions de l'égalité, non seulement entre groupes de travailleurs, mais aussi entre les riches et les pauvres à l'intérieur et entre les pays. La mondialisation s'est accompagnée d'une augmentation sélective de la pauvreté extrême ainsi que d'une concentration encore plus spectaculaire de la richesse.

Enfin, pour traiter efficacement tous ces problèmes il faut des mécanismes modernes, efficaces et effectifs. Le principal élément est le dialogue social et le tripartisme. Ceci ne doit pas vouloir dire un certain type de consultation vague et non responsable sans la « société civile », mais bien la participation active des véritables acteurs.

J'ai parlé de veiller à ce que le cadre de travail assuré par le gouvernement soit et reste juste et global. C'est une condition vitale et indispensable. Toutefois, même dans les meilleures circonstances, la flexibilité et la créativité de l'administrateur le plus éclairé n'égalent pas les possibilités de régler le lieu de travail qu'offrent le dialogue

et la négociation collective. La liberté syndicale et des systèmes solides et globaux de négociation collective sont non seulement positifs pour les droits et les protections des travailleurs et pour le progrès économique et social, mais sont également les racines vitales de la démocratie elle-même.

L'économie mondiale réclame un dialogue social mondial. Heureusement ce dialogue commence à émerger en dépit du manque de tout cadre de travail ou mandat intergouvernemental. Il y a quelques mois, une convention collective mondiale a été signée entre un groupe d'armateurs et la Fédération internationale des ouvriers du transport. Plusieurs conventions cadres de travail ont été signées entre d'importantes entreprises multinationales et les instances syndicales internationales de leurs secteurs. Et il y a aujourd'hui plus de dialogue social mondial, notamment par le biais du Contrat mondial des Nations Unies, que ce que nous avons connu dans le passé.

Je vous laisse avec le défi incisif pour l'OIT et pour les partenaires sociaux. Comment un dialogue social fondé sur le respect de la liberté syndicale et de la négociation collective peut-il être élargi dans les pays membres de l'OIT ? Et comment peut-il être employé pour appréhender les problèmes identifiés à cette conférence ? Mais aussi comment l'OIT peut-elle devenir plus pertinente pour construire le dialogue social mondial ? Il s'agit d'un ingrédient central dans les efforts pour développer un travail décent dans l'économie mondiale et construire un avenir que nous puissions tous accueillir favorablement.